

ABREGE DU PLAN SANTE 2022 DE MACRON-BUZYN

Trois grandes orientations, 50 mesures précises et 400 millions d'euros supplémentaires pour le système de santé en 2019.

Ambition : Elle est globale, touche-à-tout. Et se veut aussi importante que celle qui a prévalu en 1958 avec la création des CHU en France.

Ambulatoire : l'organisation des hôpitaux mais à la médecine de ville. Avec une phrase qui sonne comme un slogan : «*Il faut en finir avec l'exercice isolé de la médecine*», dit-on à l'Elysée. On doit désormais exercer en groupe, en lien avec l'hôpital. Et s'il reste encore 50 % des médecins à exercer seuls, cet archaïsme doit disparaître dans les années à venir.

Première grande orientation : le médecin et sa formation :

Fin du *numerus clausus*, «*Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de sélection, mais les études médicales doivent rentrer dans le droit commun*», explique-t-il. Le constat n'est pas celui d'un manque de médecins, plutôt que ceux-ci sont parasités par des tâches annexes, non médicales.

Selon Emmanuel Macron, à partir de la rentrée 2020, des passerelles seront effectivement mises en place entre les trois premières années de licence à l'université et les facultés de médecine.

C'est en ce sens que la suppression du *numerus clausus* est annoncé pour la même année. Le PACES, "*acronyme synonyme d'échec pour tant de jeunes*", selon Emmanuel Macron, sera supprimé et les modes d'évaluation lors des trois premières années de médecine vont être réformés. «*Le système restera sélectif, il n'est pas question de rogner sur l'excellence de la formation de nos étudiants en santé*», a précisé l'Elysée. *Mais avec un appareil de formation globalement plus intelligent, moins académique et qui conduit moins au bachotage.* »

Création d'un nouveau métier : assistant médical. Son but, aider simplement le médecin à gagner du temps. Plus de 4 000 seront financés d'ici à 2022. Dans les lieux désertés, les pouvoirs publics vont, de plus, envoyer 400 médecins salariés. Une opération similaire à celle récemment menée en Saône-et-Loire, où le conseil départemental a recruté et réparti dans tout le département une trentaine de médecins salariés aux trente-cinq heures. En 2017, deux tiers (63 %) des 8 600 nouveaux inscrits au Conseil national de l'ordre des médecins avaient choisi le salariat.

Le plan ne comporte aucune obligation d'installation dans les « déserts médicaux » pour les médecins libéraux, uniquement de fortes incitations financières. «*Nous allons inciter tellement que les professionnels n'auront plus le choix*», prévient l'Elysée. Qui laisse toutefois planer la menace d'y recourir si les médecins libéraux ne prenaient pas d'ici à la fin du quinquennat une « *responsabilité collective* » sur ce sujet.

Deuxième axe : Chaque territoire aura une communauté professionnelle de santé, regroupant tous les médecins libéraux (?).

"Pour fortement encourager ceux qui se mettront dans cette dynamique de manière proactive, je laisse se déployer les initiatives sur le territoire. Une telle réforme est plus forte quand elle recèle d'un accord plutôt que d'une loi", a continué le chef de l'Etat.

Toute mesure coercitive pour pousser les médecins à s'installer dans les territoires délaissés ne serait pas une solution. *"La contrainte unilatérale venant d'en haut peut faire plaisir aux élus (...) mais elle ne marchera pas"*, a expliqué le chef de l'Etat.

Dernière orientation : la question de la qualité. Et là, on revient au dossier hôpital, parent pauvre de cette grande réforme. Pire, celui-ci doit redéfinir ses missions. La fameuse tarification par activité (T2A) sera remise en cause, « *Pour les maladies chroniques, nous allons mettre en place un forfait de prise en charge* ».

"Je ne laisserais pas ouvert un service où vous n'enverriez jamais vos enfants"

Et en même temps la ministre de la santé réaffirme, peu avant l'annonce du plan santé, sa volonté de ne fermer aucun établissement de santé dans le cadre de cette réforme. Agnès Buzyn n'a cependant pas exclu de modifier leur rôle, *"notamment par plus de coordination entre l'hôpital et les médecins de ville"*.

Cette réforme aura un coût : l'évolution des dépenses de santé pour 2019 va passer de 2,3 % à 2,5 % : soit 400 millions d'euros supplémentaires. Un pactole bien relatif au regard de l'état des inquiétudes.

"Notre système de santé ne pêche pas par un sous-financement", affirme Emmanuel Macron, qui situe les dysfonctionnements du milieu médical dans l'organisation et la coordination des différentes professions. *"Nous devons restructurer notre organisation pour les 50 années à venir"*, a-t-il expliqué.

Emmanuel Macron n'a pas évoqué précisément **le domaine de la psychiatrie** pendant son allocution. Le détail du plan de santé comporte cependant un certain nombre de mesures à ce sujet, dont celles ci, extraite du dossier de presse communiqué par le ministère de la santé :

- Obligation de mettre en œuvre les projets territoriaux de santé mentale (PTSM) sur les territoires d'ici juillet 2020
- Augmentation du nombre de stages en santé mentale pendant les études de médecine générale
- Extension des formations d'infirmiers de pratiques avancées à la psychiatrie dès 2019
- Favoriser l'accès à la pédopsychiatrie par la priorisation des postes hospitaliers et universitaires et le développement de la recherche en pédopsychiatrie
- Informer plus largement le grand public sur la santé mentale pour lutter contre la stigmatisation

Emmanuel Macron souhaite que les premières mesures parmi celles qu'il a évoqué devrait pouvoir être appliquée dès le début de l'année 2020, après une loi dédiée à la santé débattue au parlement dans le courant de l'année 2019, sans donner plus de détails.

"Une stratégie claire du médicament" : *"Il faut axer nos financement sur l'innovation, nous pouvons devenir, ou plutôt redevenir, un leader du médicament"*, a déclaré le

président de la république, en plaçant le *"jacobinisme"* français en point fort dans cette démarche.

Le Numérique

Le chef de l'Etat a détaillé la place du numérique dans le milieu médical, visant à construire un *"parcours de soin fluide et coordonné"* pour les patients. Pour faciliter la communication entre les médecins et le suivi des malades, la mise en place de la téléconsultation - désormais remboursée par la Sécurité sociale -, d'un dossier médical partagé ont notamment été évoqués... *"Chacun aura un 'espace numérique patient' »*

L'importance de la prévention

M. Macron souligne l'importance du développement de la prévention auprès des Français. *"La France est l'un des pays où l'on soigne le mieux, mais pas celui où l'on est le moins malade"*, explique-t-il, en appelant à *"une révolution de la prévention, pour passer d'une approche curative à une approche préventive (...) Cela passe par la mise en place du service sanitaire dès cette rentrée"*.

Dès la rentrée 2018, les étudiants de médecine, notamment ceux en troisième année, devront en effet mener des actions de prévention, notamment sur l'alcool ou le tabac, dans les établissements scolaires.

[Les étudiants de santé devront faire un service sanitaire dans les écoles](#)

Redéploiement des services d'urgence

"L'hôpital risque l'implosion sans réorganisation d'ensemble (...) Il est au bout de ce qu'il peut faire, et c'est particulièrement vrai pour les services d'urgence", a déclaré le chef de l'Etat.

Le *Monde* François Béguin a enquêté, cet été, sur le redéploiement des services d'urgence hospitalières et la répartition entre public et privé des offres de soins dans les territoires. Aujourd'hui, des structures publiques ferment et le privé lucratif s'engouffre dans la brèche. Dans certaines régions, des « centres de soins non programmés » remplacent les services traditionnels.